

Discours de Romano Prodi sur le Livre blanc concernant la réforme de la Commission (Bruxelles, 1er mars 2000)

Légende: Discours de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, sur le Livre blanc concernant la réforme de la Commission, devant le Parlement européen de Bruxelles, le 1er mars 2000.

Source: RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [31.07.2000]. SPEECH/00/62. Disponible sur <http://europa.eu.int/rapid/start/welcome.htm>.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2012

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_romano_prodi_sur_le_livre_blanc_concernant_la_reforme_de_la_commission_bru_xelles_1er_mars_2000-fr-962130fa-871d-465e-9910-50e87f68c7e0.html

Date de dernière mise à jour: 22/10/2012

Discours de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, sur le Livre blanc sur la réforme de la Commission, devant le Parlement européen le 1er mars 2000

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Honorables Parlementaires,

La réforme de la Commission constitue l'un des engagements politiques prioritaires que j'ai pris dès ma nomination en tant que président. En juillet dernier, devant ce Parlement, j'ai évoqué la portée de cet engagement, c'est-à-dire la nécessité de procéder à une véritable révolution dans la façon de travailler de la Commission.

Mon engagement ne s'est pas démenti et la révolution annoncée se trouve aujourd'hui devant vous, sous la forme du Livre blanc sur la réforme que la Commission a adopté ce matin.

Notre action s'articulera autour de trois axes:

a) la définition des priorités politiques et leur traduction en actions concrètes, grâce à une utilisation ciblée et souple des ressources. Ces deux éléments seront au coeur du dispositif, afin de permettre à la politique d'affirmer sa primauté et d'assumer pleinement ses responsabilités.

Un mécanisme de planification politique grâce auquel le Collège, dûment assisté, donnera instruction aux services administratifs de formuler des propositions opérationnelles dans le cadre des objectifs qui leur auront été assignés, sera créé. L'approche GPA (Gestion par activités) sera l'instrument clé qui permettra de garantir la correspondance nécessaire entre objectifs, actions et ressources;

b) une utilisation optimale des ressources humaines. Il s'agit de la structure portante du dispositif, dans la mesure où elle touche à ce qui constitue notre vraie richesse: le personnel.

Recrutement, structure de la carrière, mobilité, régime disciplinaire: rien ne sera négligé pour garantir la meilleure utilisation de l'énorme potentiel de la fonction publique européenne. Plus de méritocratie, des systèmes d'évaluation plus crédibles et mieux vérifiables, de la formation continue, une meilleure responsabilisation de l'encadrement: voici quelques-uns des aspects les plus marquants des propositions qui sont faites;

c) la gestion financière. Il s'agit de l'élément sans doute le plus délicat, comme vous le savez, puisque les opérations de gestion et de contrôle doivent conjuguer efficacité et sécurité.

L'objectif sera de créer dans chaque direction générale un système de gestion et de contrôle qui permette une utilisation optimale et rigoureuse des ressources. Cela implique de passer de l'actuel système fondé sur des micro-contrôles centralisés à un nouveau système qui alliera une décentralisation du contrôle de gestion et un système efficace d'audit central.

Il s'agit d'un véritable big bang, tant sur le plan de l'organisation que sur celui de la culture, et nous veillerons tout particulièrement à ce que la transition s'accompagne de toutes les mesures de sauvegarde qui s'imposent.

Je laisserai à Neil Kinnock la charge et l'honneur de vous exposer plus en détail le contenu de ce Livre blanc. Toutefois, je voudrais rendre hommage à l'intelligence, à l'enthousiasme et à l'énergie avec lesquels il a mené ce difficile exercice, soutenu par le travail précieux de la task force et de tous ceux qui, à des titres divers, y ont collaboré.

Mes remerciements vont aussi à tout le personnel qui, en participant massivement au plus vaste débat jamais organisé au sein de la Commission, a apporté une contribution précieuse au travail réalisé et a démontré sa volonté d'accepter, en toute connaissance de cause, le défi que constitue le changement.

Avec l'adoption du Livre blanc, la Commission souhaite tourner une page. Un chapitre du passé est clos, définitivement je l'espère.

Désormais, nos regards sont tournés vers l'avenir, vers les défis difficiles qui attendent l'ensemble de l'Union, ainsi que nous l'avons indiqué dans le Programme 2000-2005.

La réforme trouve là sa plus profonde raison d'être politique. Nous avons besoin, toute l'Union a besoin, d'une Commission forte, qui soit une entité politique reconnaissable en tant que telle dans toutes ses actions.

C'est pourquoi nous sommes en train de redéfinir les priorités sur lesquelles nous concentrerons nos travaux, en nous libérant d'activités dont il n'est désormais plus opportun que nous assurions la gestion.

Pour cela, nous réformerons la machine administrative, afin de mettre en place les conditions qui nous permettront d'exécuter nos tâches de façon efficace.

Nous utiliserons au mieux les maigres ressources dont dispose la Commission, mais je n'exclus pas de revenir ici, devant vous, pour demander des ressources complémentaires au cas où cela serait nécessaire.

La réforme a donc pour objectif de doter la Commission d'une administration qui constitue un modèle d'excellence en Europe et dans le monde. Un modèle également pour une utilisation avancée des technologies de l'information, un modèle d'administration entièrement informatisée, une Commission " sans papier".

En septembre, nous avons pris l'engagement de réformer. Au cours des mois écoulés, nous avons travaillé afin de traduire cet engagement en un plan d'action qui définisse une vision et une stratégie et qui s'articule en actions concrètes, avec un calendrier précis. Avec la présentation du Livre blanc, nous respectons cet engagement.

Le chemin que nous devons parcourir est encore long, mais nous nous y sommes déjà engagés. De nombreux préparatifs ont déjà commencé et ils porteront bientôt leurs fruits. D'autres actions, qui impliquent des modifications de la législation, demanderont plus de temps. Cela ne sera pas facile, et nous aurons besoin de votre soutien actif, ainsi que de celui du Conseil.

La Commission veut être jugée d'après des faits, sur la base de ce que nous réaliserons. Mais la Commission n'est pas la seule institution communautaire.

Les citoyens européens ont le droit d'être fiers de toute la fonction publique européenne.

Le Parlement et le Conseil seront également appelés à accepter pleinement le défi que constituent les réformes.

La Commission a résolument ouvert la voie. J'espère que toutes les institutions la suivront jusqu'au bout, en se mettant au service des citoyens européens, pour une Europe toujours plus forte.